



Les écologistes ont conquis plusieurs grandes villes comme
Marseille, Lyon, Bordeaux et Strasbourg. - GERARD JULIEN /
AFP

POLITIQUE

Entretien

Municipales : "La 'déferlante verte' est une formule abusive"

Propos recueillis par Louis Hausalter

Publié le 29/06/2020 à 18:31

Jérôme Sainte-Marie, sondeur et président de la société PollingVox, analyse pour "Marianne" le second tour des élections municipales.

Peut-on vraiment tirer des enseignements du second tour des élections municipales, compte tenu de la participation historiquement basse, à 41,6% ?

C'est un moment de la crise. On pourrait avoir l'impression que tout revient à la normale, alors qu'en réalité, ce n'est pas du tout le cas. L'effondrement de la participation a un double sens politique. Il y a d'abord une défiance vis-à-vis de la démocratie représentative et l'impression que ça ne se passe plus à ce niveau là. Selon un sondage Ipsos, 38% des abstentionnistes avaient le sentiment que cette élection ne changerait rien à leur quotidien.

Il y a aussi l'inadéquation entre l'offre politique de ce second tour et les aspirations de l'électorat. Des forces politiques majeures étaient sans candidat dans de nombreux endroits. Marine Le Pen est donnée à 28% dans une élection présidentielle, selon un

sondage Ifop paru la semaine dernière, mais le RN était très peu présent au second tour. Résultat : beaucoup de gens se sont abstenus parce qu'ils n'avaient pas de solution électorale. C'est d'ailleurs vrai aussi, de manière moindre, des sympathisants de La République en marche. Or aujourd'hui la plupart des forces politiques sont des « partis sans amis », ce qui pousse leurs électeurs à s'abstenir quand ils ne sont pas eux-mêmes en lice.

Le système politique n'est plus adapté à ce que veulent les gens,
ce qui installe un climat délétère dans le pays.

Mais le spectre du coronavirus plane toujours. Ce pic de l'abstention n'est-il qu'un accident ou la poursuite d'un mouvement de fond ?

Autant on pouvait avoir un sérieux doute au premier tour, autant le coronavirus est une raison moins pertinente pour expliquer l'abstention au second tour. Il y a une explication structurelle : le système politique n'est plus adapté à ce que veulent les gens, ce qui installe un climat délétère dans le pays. Que l'institution si populaire qu'est la commune soit à son tour touchée l'illustre puissamment.

Après les victoires des écologistes à Lyon, Bordeaux ou Strasbourg, les commentaires regorgent des termes de « vague verte » ou de « déferlante verte ». Est-ce que vous pondéreriez cette analyse ?

Oui, énormément. Le juge de paix est plutôt le sondage Ifop que j'ai cité : 8% pour Yannick Jadot à la présidentielle, même si on est à deux ans de l'échéance... Dans le cas de ces municipales, ce ne sont pas des listes écologistes à proprement parler qui l'ont emporté, mais des listes à direction écologiste, qui rassemblent des partis de gauche. La raison du succès des Verts réside dans un immense atout : ils peuvent faire tenir ensemble la gauche pro-Hollande et la gauche anti-Hollande. C'est-à-dire les gauches qui, typiquement, s'étaient déchirées sur la loi travail en 2016.

Marseille offre un très bon exemple. Benoît Payan était sur les rangs pour le Parti socialiste, Sophie Camard pour La France insoumise, mais le PS bon teint ne voulait pas se ranger derrière LFI et inversement. Ils se sont donc mis d'accord sur une solution intermédiaire qui consistait à se rassembler derrière **une candidate écologiste, Michèle Rubirola**, compatible avec chaque frange.

Toutefois, si les Verts ont enregistré des succès dans les grandes villes, ils n'ont emporté quasiment aucune ville moyenne. Quelques victoires très spectaculaires leur permettent d'afficher une « déferlante verte », mais c'est une formule abusive.

Le vote écolo a une sociologie : c'est la petite bourgeoisie.

Qui a voté pour les Verts ?

Le vote écolo a une sociologie. Pour être clair, c'est la petite bourgeoisie. C'est particulièrement net à Paris. Ces gens se situent dans un entre-deux par rapport à la grille de lecture que j'emploie dans mon livre*, qui décrit un quinquennat marqué par un conflit social entre les vues que veut imposer le bloc élitare et la contestation du bloc populaire. Cette petite bourgeoisie refuse ce bloc contre bloc, elle ne veut pas se situer dans ce conflit social. Elle ne s'identifie pas au pouvoir macronien, mais ne soutient pas non plus les forces populaires qui s'y opposent.

Les écolos ont été plébiscités dans les métropoles, beaucoup moins dans les villes moyennes. Votre « bloc populaire » ne vote pas pour eux...

Les aspirations écologiques sont assez largement réparties. Je ne crois pas à l'image du prolo à la Audiard, qui fume des clopes et roule au diesel, comme dirait Benjamin Griveaux. C'est une vision très élitare. Mais pour les catégories populaires, l'écologie n'est pas une demande prioritaire. En ce moment, beaucoup de gens sont tétanisés par la crise économique et le risque de perdre leur emploi. Ils sont forcément moins disponibles pour la préoccupation environnementale. Mais la faiblesse du vote populaire pour les

écologistes ne traduit pas une absence de préoccupation écologique dans l'absolu.

Les électeurs écologistes ne veulent pas du libéralisme à la Macron, mais leurs aspirations ne se confondent pas avec celles des couches populaires.

Le vote écolo traduit-il aussi une demande sociale ou pas ?

Les candidats écologistes s'intéressent à leur milieu sociologique. C'est, pour aller vite, la fonction publique ou le monde de la culture. Ce sont des gens qui formulent une critique sociale modérée et sont attachés à la dépense publique. Ils ne veulent pas du libéralisme à la Macron, mais leurs aspirations ne se confondent pas avec celles des couches populaires.

Cela m'a particulièrement marqué quand j'ai assisté à l'acte 18 des gilets jaunes, à Paris, en mars 2019. Le même jour, une marche pour le climat était partie du Trocadéro. Les organisateurs avaient dressé un cordon pour contourner l'Arc de Triomphe et éviter de se mêler aux gilets jaunes. Le noyau dur de l'électorat écologiste était très réticent, pour ne pas dire hostile, à ce mouvement, parce que ce n'est pas son univers. Ces deux composantes ne se fréquentent pas, voire se méprisent.

Pourquoi ? Qu'est-ce qui sépare un électeur écologiste d'un gilet jaune ?

Prenons par exemple la PMA et la GPA. Les écologistes sont très en pointe sur ces sujets sociétaux alors que les catégories populaires sont plus réservées et, surtout, elles s'en fichent. Mais le hiatus majeur, c'est la question de l'immigration comme enjeu électoral. La position très favorable des écologistes se heurte à la réticence très forte des milieux populaires.

Emmanuel Macron n'arrive pas à créer une force électorale autonome.

Un dernier mot sur Emmanuel Macron : quelles leçons peut-il tirer de ces municipales ?

Le premier enseignement, c'est que sa réélection va essentiellement tenir à des facteurs négatifs, parce qu'il n'arrive pas à créer une force électorale autonome. Il peut se rassurer avec le dernier sondage Ifop, qui lui donne entre 26 et 28% d'intentions de vote, mais il sera obligé de maintenir un important taux de conflictualité sociale en poursuivant son programme de réformes.

Paradoxalement, les gilets jaunes l'ont presque renforcé, parce qu'il a empêché la droite de relever la tête. Il envoie aussi des signaux cosmétiques aux écologistes pour s'assurer des reports de voix au second tour. D'autant que l'idéologie macronienne de transformation perpétuelle n'est pas incompatible avec une certaine écologie, celle qui mise sur une croissance verte, et donc la création de nouveaux marchés.

**Bloc contre bloc : la dynamique du macronisme, Cerf, 2019*

LIRE AUSSI

Municipales : derrière la "vague verte" des métropoles, gare à l'embourgeoisement de la gauche

Recommandé par



par **Louis Hausalter**

| @LouisHausalter

Journaliste politique

#ÉLECTIONS MUNICIPALES

| #ÉCOLOGISTES

Recommandé par